

F. 97 — 1645

[S - C - 97/9638]

9 JUILLET 1997. — Loi contenant des mesures en vue de résorber l'arriéré judiciaire dans les cours d'appel (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition préliminaire*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code judiciaire*

Art. 2. Dans l'article 101 du Code judiciaire, modifié par la loi du 19 juillet 1985, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Il y a dans chaque cour d'appel un magistrat-coordonateur chargé notamment, sous l'autorité du premier président, de l'organisation du travail et de la rédaction et de la publication annuelles d'un rapport d'activité.

Ce rapport d'activité doit notamment analyser l'effet des mesures prises en vue de résorber l'arriéré judiciaire.

Le rapport du magistrat-coordonateur est communiqué au ministre de la Justice, qui le transmet aux Chambres législatives. »

Art. 3. Dans le chapitre III du titre premier du livre premier de la deuxième partie du même Code, est insérée une section 1^{er} *bis* intitulée « Section 1^{er} *bis*. Des conseillers suppléants aux cours d'appel » et comportant l'article 102, abrogé par la loi du 19 juillet 1985, et rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 102. § 1^{er}. Il y a des conseillers suppléants à la cour d'appel; ils sont nommés pour remplacer les conseillers lorsqu'ils sont empêchés.

Les conseillers suppléants peuvent être appelés à siéger dans les cas où l'effectif est insuffisant pour composer le siège conformément aux dispositions de la loi.

§ 2. En outre, les conseillers suppléants siègent dans les chambres supplémentaires constituées conformément à l'article 106 *bis*. »

Art. 4. Un article 106 *bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 106 *bis*. § 1^{er}. Pour une durée limitée fixée par le Roi, des chambres supplémentaires sont créées pour résorber l'arriéré judiciaire. Après délibération des Chambres législatives sur les rapports du magistrat-coordonateur, visés à l'article 101, troisième alinéa, la durée peut être prorogée par le Roi, si cette prorogation s'avère indispensable.

(1) *Session ordinaire 1996-1997.*

Sénat

Documents parlementaires. — Projet de loi : n° 490/1. — Amendements : n°s 490/2 à 5. — Avis du Conseil d'Etat : n° 490/6. — Amendements : n° 490/7 et 8. — Rapport : n° 490/9. — Texte adopté par la commission : n° 490/10. — Amendements déposés après l'approbation du rapport : n°s 490/11 et 12. — Amendements déposés après le renvoi en commission : n° 490/13. — Rapport complémentaire : n° 490/14. — Texte adopté par la commission après renvoi par la séance plénière : n° 490/15.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 24 avril 1997.

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat : n° 1017/1. Amendements : n°s 1017/2 à 5. — Rapport : n° 1017/6.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 25 et 26 juin 1997.

N. 97 — 1645

[S - C - 97/9638]

9 JULI 1997. — Wet houdende maatregelen teneinde de gerechtelijke achterstand weg te werken bij de hoven van beroep (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het Gerechtelijk Wetboek*

Art. 2. In artikel 101 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1985, worden tussen het tweede en het derde lid de volgende leden ingevoegd :

« Er is in elk hof van beroep een magistraat-coördinator die, onder het gezag van de eerste voorzitter, inzonderheid belast is met de organisatie van de werkzaamheden en het jaarlijks opmaken en bekendmaken van een activiteitenverslag.

Dit activiteitenverslag dient onder meer na te gaan wat het effect is van de maatregelen die zijn genomen om de gerechtelijke achterstand weg te werken.

Het verslag van de magistraat-coördinator wordt medegedeeld aan de minister van Justitie, die het aan de Wetgevende Kamers overzendt. »

Art. 3. In boek I, titel I, hoofdstuk III, van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 1 *bis* ingevoegd met als opschrift « Afdeling 1 *bis*. Plaatsvervangende raadsheren in de hoven van beroep » en die artikel 102 bevat, dat is opgeheven bij de wet van 19 juli 1985, en dat in de volgende lezing hersteld wordt :

« Art. 102. § 1. Er zijn plaatsvervangende raadsheren in het hof van beroep; zij worden benoemd ter vervanging van de verhinderde raadsheren.

De plaatsvervangende raadsheren kunnen geroepen worden zitting te nemen wanneer de bezetting niet volstaat om de zetel overeenkomstig de bepalingen van de wet samen te stellen.

§ 2. Voorts hebben de plaatsvervangende raadsheren zitting in de aanvullende kamers, samengesteld overeenkomstig artikel 106 *bis*. »

Art. 4. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 106 *bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 106 *bis*. § 1. Teneinde de gerechtelijke achterstand weg te werken worden aanvullende kamers opgericht voor een beperkte duur bepaald door de Koning. Na beraadslaging door de Wetgevende Kamers over de verslagen van de magistraat-coördinator, zoals bedoeld in artikel 101, derde lid, kan de duur door de Koning worden verlengd wanneer de noodzaak daartoe blijkt.

(1) *Gewone zitting 1996-1997.*

Senaat

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp : nr. 490/1. — Amendementen : nrs. 420/2 tot 5. — Advies van de Raad van State : nr. 490/6. — Amendementen : nrs. 490/7 en 8. — Verslag : nr. 490/9. — Tekst aangenomen door de commissie : nr. 490/10. — Amendementen ingediend na de goedkeuring van het verslag : nrs. 490/11 en 12. — Amendementen ingediend na de terugzending naar de commissie : nr. 490/13. — Aanvullend verslag : nr. 490/14. — Tekst aangenomen door de commissie na de terugzending door de plenaire vergadering : nr. 490/15.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 april 1997.

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat : nr. 1017/1. — Amendementen : nrs. 1017/2 tot 5. — Verslag : nr. 1017/6.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 25 en 26 juni 1997.

Suivant la procédure déterminée à l'article 106, alinéa premier, un règlement particulier est fixé pour ces chambres qui siègent exclusivement en matière civile, fiscale et commerciale.

Le règlement détermine le nombre de chambres supplémentaires de la cour d'appel.

§ 2. Les chambres supplémentaires sont composées d'au moins deux conseillers suppléants.

Elles ne peuvent être présidées par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre des avocats. »

Art. 5. A l'article 109, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « en concertation avec le magistrat-coordonateur » sont insérés entre les mots « président » et « conformément ».

Art. 6. Dans l'article 109bis, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 19 juillet 1985, il est inséré un 1^{er} bis, rédigé comme suit :

« 1^{er} bis. Les appels des décisions rendues par le tribunal de commerce. »

Art. 7. Un article 109ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 109ter. Sont attribuées aux chambres supplémentaires visées à l'article 106bis, les causes pour lesquelles, soit une fixation a été accordée pour une date éloignée de plus d'un an de la date de mise en vigueur du présent article, soit aucune fixation n'a été accordée alors qu'elle a été demandée. L'attribution des causes se fait sans avoir égard au fait que la fixation initiale avait été accordée pour une chambre à trois conseillers ou une chambre à conseiller unique.

Les causes sont attribuées à une chambre ordinaire composée du même nombre de conseillers que la chambre saisie initialement pour autant que la demande en soit faite par toutes les parties au plus tard un mois après la notification de la fixation devant la chambre supplémentaire sans autres formalités qu'une demande écrite commune adressée au premier président. Cette notification a lieu au plus tard dans un délai de six mois après l'entrée en vigueur du présent article. »

Art. 8. Dans l'article 120, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « ou un membre de la cour d'appel admis à la retraite en raison de son âge qui n'a pas encore atteint l'âge de 70 ans » sont insérés entre les mots « d'appel » et « délégué ».

Art. 9. L'article 120, alinéa 2, du même Code est complété comme suit : « ou un membre de la cour d'appel admis à la retraite en raison de son âge qui n'a pas encore atteint l'âge de 70 ans ».

Art. 10. Un article 207bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 207bis. § 1^{er}. Pour pouvoir être nommé conseiller suppléant à la cour d'appel, le candidat doit être docteur ou licencié en droit et remplir, au moment de la nomination, l'une des conditions suivantes :

- 1° avoir suivi le barreau au moins pendant vingt ans;
- 2° être juge suppléant depuis au moins dix ans dans un tribunal de première instance, un tribunal du travail, un tribunal de commerce, une justice de paix ou un tribunal de police;
- 3° être magistrat admis à la retraite, à l'exception des membres des cours d'appel visés au § 2;
- 4° être professeur d'université et avoir enseigné le droit pendant au moins vingt ans dans une faculté de droit;
- 5° avoir cumulé ou exercé successivement pendant au moins vingt ans les activités visées aux points 1° et 4°.

§ 2. Les membres des cours d'appel admis à la retraite sont, à leur demande, désignés par les premiers présidents pour exercer la fonction de conseiller suppléant, sous réserve des exceptions reprises dans l'article 383, § 3.

Er wordt voor deze kamers, die uitsluitend in burgerlijke en fiscale zaken en in handelszaken zitting houden, een bijzonder reglement opgesteld overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 106, eerste lid.

Het reglement bepaalt het aantal aanvullende kamers van het hof van beroep.

§ 2. De aanvullende kamers zijn samengesteld uit ten minste twee plaatsvervangende raadsheren.

Zij mogen niet worden voorgezeten door een advocaat ingeschreven op het tableau van de Orde van advocaten. »

Art. 5. In artikel 109, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden « verdeeld » en « overeenkomstig » de woorden « in samenspraak met de magistraat-coördinator » ingevoegd.

Art. 6. In artikel 109bis, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 juli 1985, wordt een 1^{er} bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 1^{er} bis. Het hoger beroep tegen beslissingen gewezen door de rechtbank van koophandel. »

Art. 7. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 109ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 109ter. Aan de aanvullende kamers, zoals bepaald in artikel 106bis, worden de zaken toegewezen waarvoor een rechtsdag is bepaald die meer dan een jaar verwijderd is van de datum van inwerkingtreding van dit artikel of waarvoor op voornoemde datum geen rechtsdag is bepaald, hoewel die was aangevraagd. De toewijzing van de zaken geschiedt ongeacht het feit of de oorspronkelijke rechtsdag bepaald was voor een kamer met drie raadsheren dan wel voor een kamer met één raadsheer.

De zaken worden toegewezen aan een gewone kamer met een zelfde aantal raadsheren als de oorspronkelijk geadieerde kamer voor zover alle partijen zulks aanvragen uiterlijk één maand na de kennisgeving van de rechtsdag voor de aanvullende kamer zonder andere formaliteit dan een gezamenlijk schriftelijk verzoek gericht aan de eerste voorzitter. Deze kennisgeving geschiedt uiterlijk binnen een termijn van zes maanden na de inwerkingtreding van dit artikel. »

Art. 8. In artikel 120, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden « beroep » en « aan » de woorden « of een wegens zijn leeftijd in rust gesteld lid van het hof van beroep die nog niet de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt » ingevoegd.

Art. 9. Artikel 120, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt : « of wegens hun leeftijd in rust gestelde leden van het hof van beroep die nog niet de leeftijd van 70 jaar hebben bereikt ».

Art. 10. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 207bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 207bis. § 1. Om tot plaatsvervangend raadsheer in het hof van beroep te kunnen worden benoemd, moet de kandidaat doctor of licentiaat in de rechten zijn en op het ogenblik van de benoeming aan een van de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° ten minste twintig jaar werkzaam zijn geweest aan de balie;
- 2° sedert ten minste tien jaar plaatsvervangend rechter zijn bij een rechtbank van eerste aanleg, een arbeidsrechtbank, een rechtbank van koophandel, een vrederegerecht of een politierechtbank;
- 3° in rust gesteld magistraat zijn, met uitzondering van de in § 2 bedoelde leden van de hoven van beroep;
- 4° hoogleraar zijn die gedurende ten minste twintig jaar het recht aan een rechtsfaculteit onderwezen heeft;
- 5° gedurende ten minste twintig jaar de werkzaamheden bedoeld in het 1° en het 4° gecumuleerd of opeenvolgend uitgeoefend hebben.

§ 2. De in rust gestelde leden van de hoven van beroep worden op hun verzoek door de eerste voorzitters van de hoven van beroep aangewezen om het ambt van plaatsvervangend raadsheer uit te oefenen, onverminderd de uitzonderingen bepaald in artikel 383, § 3.

§ 3. Le ministre de la Justice sollicite, pour chaque candidat visé au § 1^{er}, entre autres l'avis écrit des personnes suivantes, en fonction de la catégorie à laquelle appartiennent ces candidats :

1° pour les candidats visés au § 1^{er}, 1° :

— du bâtonnier de l'arrondissement dans lequel le candidat est ou était inscrit au tableau;

— du président du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel le candidat est ou était inscrit au tableau;

2° pour les candidats visés au § 1^{er}, 2° :

— du bâtonnier de l'arrondissement dans lequel le candidat est inscrit au tableau;

— du président du tribunal où le candidat est nommé juge suppléant;

3° pour les candidats visés au § 1^{er}, 3° :

— des bâtonniers du ressort ou du bâtonnier de l'arrondissement dans lequel le candidat a exercé sa fonction en dernier lieu;

— du chef de corps de la juridiction ou du parquet où le candidat a exercé sa fonction en dernier lieu;

4° pour les candidats visés au § 1^{er}, 4° :

— du doyen de la faculté à laquelle le professeur est attaché;

5° pour les candidats visés au § 1^{er}, 5° :

— du bâtonnier de l'arrondissement dans lequel le candidat est ou était inscrit au tableau;

— du doyen de la faculté à laquelle le professeur est ou était attaché;

— du président du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel le candidat est ou était inscrit au tableau.

Ces avis seront transmis par le ministre de la Justice au Collège de recrutement des magistrats qui donne un avis écrit sur l'expérience exigée et l'aptitude des candidats à siéger comme conseiller suppléant. Cet avis est communiqué au ministre de la Justice dans les trente jours suivant la réception de la demande d'avis. »

Art. 11. Un article 210^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art 210^{ter}. Le Roi désigne parmi les conseillers de chaque cour d'appel sur la présentation de l'assemblée générale un magistrat-coordonateur pour une période de trois ans.

Pour pouvoir être désigné, le candidat magistrat-coordonateur doit être porteur d'un certificat attestant une formation spécialisée en management.

Le magistrat-coordonateur peut siéger selon son rang dans les chambres de la cour »

Art. 12. Dans l'article 211 du même Code, modifié par la loi du 17 janvier 1995, les mots « ou du conseiller suppléant » sont insérés entre les mots « conseiller » et « devient ».

Art. 13. Dans l'article 213 du même Code, remplacé par la loi du 28 décembre 1990 et modifié par la loi du 16 juillet 1993, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Le nombre de présentations par les Conseils provinciaux ou les groupes linguistiques du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale aux places vacantes de conseiller est déterminé comme suit :

1. Cour d'appel d'Anvers

Le Conseil provincial d'Anvers présente à 31 places.

Le Conseil provincial du Limbourg présente à 13 places.

2. Cour d'appel de Bruxelles

Le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale présente à 20 places.

Le groupe linguistique néerlandais du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale présente à 6 places.

§ 3. De minister van Justitie wint over de kandidaten bedoeld in § 1, onder meer het schriftelijk advies in, naar gelang van de categorie van kandidaten, van de volgende personen :

1° voor de kandidaten bedoeld in § 1, 1° :

— de stafhouder van het arrondissement waar de kandidaat ingeschreven was of is op het tableau;

— de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement waar de kandidaat ingeschreven was of is op het tableau;

2° voor de kandidaten bedoeld in § 1, 2° :

— de stafhouder van het arrondissement waar de kandidaat ingeschreven is op het tableau;

— de voorzitter van de rechtbank waar de kandidaat tot plaatsvervangend rechter is benoemd;

3° voor de kandidaten bedoeld in § 1, 3° :

— de stafhouders van het rechtsgebied of de stafhouder van het arrondissement waar de kandidaat het laatst in functie was;

— de korpschef van het gerecht of van het parket waar de kandidaat het laatst in functie was;

4° voor de kandidaten bedoeld in § 1, 4° :

— de decaan van de faculteit waaraan de hoogleraar verbonden is;

5° voor de kandidaten bedoeld in § 1, 5° :

— de stafhouder van het arrondissement waar de kandidaat ingeschreven was of is op het tableau;

— de decaan van de faculteit waaraan de hoogleraar verbonden was of is;

— de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement waar de kandidaat ingeschreven was of is op het tableau.

Deze adviezen worden door de minister van Justitie overgezonden aan het Wervingscollege der magistraten, dat een schriftelijk advies uitbrengt over de voorgeschreven ervaring en bekwaamheid van de kandidaten om als plaatsvervangend raadshere zitting te hebben. Dit advies wordt aan de minister van Justitie meegegeed binnen dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het verzoek om advies. »

Art. 11. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 210^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 210^{ter}. De Koning wijst uit de raadsheren van elk hof van beroep op voordracht van de algemene vergadering een magistrat-coördinator aan voor een periode van drie jaar.

Om te kunnen worden aangewezen, moet de kandidaat-magistraat-coördinator houder zijn van een getuigschrift waaruit een gespecialiseerde opleiding in het management blijkt.

De magistrat-coördinator kan zitting nemen in de kamers van het hof volgens zijn rang. »

Art. 12. In artikel 211 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 januari 1995, worden tussen het woord « raadshere » en het woord « openvalt » de woorden « of plaatsvervangend raadshere » ingevoegd.

Art. 13. In artikel 213 van hetzelfde Wetboek, vervangen door de wet van 28 december 1990 en gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993, worden het eerste en het tweede lid vervangen door de volgende leden :

« Het aantal voordrachten die de provincieraden of de taalgroepen van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad voor openstaande plaatsen van raadshere mogen indienen is bepaald als volgt :

1. Hof van beroep te Antwerpen

De provincieraad van Antwerpen dient voordrachten in voor 31 plaatsen.

De provincieraad van Limburg dient voordrachten in voor 13 plaatsen.

2. Hof van beroep te Brussel

De Franse taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad dient voordrachten in voor 20 plaatsen.

De Nederlandse taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad dient voordrachten in voor 6 plaatsen.

Le Conseil provincial du Brabant flamand présence à 19 places.

Le Conseil provincial du Brabant wallon présente à 6 places.

3. Cour d'appel de Gand

Le Conseil provincial de la Flandre occidentale présente à 22 places.

Le Conseil provincial de la Flandre orientale présente à 25 places.

4. Cour d'appel de Liège

Le Conseil provincial de Liège présente à 23 places.

Le Conseil provincial de Namur présente à 7 places.

Le Conseil provincial de Luxembourg présente à 3 places.

5. Cour d'appel de Mons

Le Conseil provincial du Hainaut présente à 23 places.

En cas de vacance de place suite au départ d'un conseiller, la présentation appartient au Conseil provincial ou au groupe linguistique du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale qui avait présenté à ladite place. »

Art. 14. Un article 213bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 213bis. Le nombre de présentations par les Conseils provinciaux ou les groupes linguistiques du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale aux places vacantes de conseiller suppléant est déterminé comme suit :

1. Cour d'appel d'Anvers

Le Conseil provincial d'Anvers présente à 21 places,

Le Conseil provincial du Limbourg présente à 9 places.

2. Cour d'appel de Bruxelles

Le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale présente à 16 places.

Le groupe linguistique néerlandais du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale présente à 5 places.

Le Conseil provincial du Brabant flamand présente à 16 places.

Le Conseil provincial du Brabant wallon présente à 5 places.

3. Cour d'appel de Gand

Le Conseil provincial de la Flandre occidentale présente à 13 places.

Le Conseil provincial de la Flandre orientale présente à 15 places.

4. Cour d'appel de Liège

Le Conseil provincial de Liège présente à 18 places.

Le Conseil provincial de Namur présente à 6 places.

Le Conseil provincial de Luxembourg présente à 2 places.

5. Cour d'appel de Mons

Le Conseil provincial du Hainaut présente à 22 places.

En cas de vacance de place suite au départ d'un conseiller suppléant, la présentation appartient au Conseil provincial ou au groupe linguistique du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale qui avait présenté à ladite place. »

Art. 15. Dans l'article 288 du même Code, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« La réception des conseillers suppléants près les cours d'appel visés à l'article 207bis, § 1^{er}, se fait devant une des chambres de la cour d'appel présidée par le premier président ou le conseiller qui le remplace, ou devant la chambre des vacations. »

De provincieraad van Vlaams-Brabant dient voordrachten in voor 19 plaatsen.

De provincieraad van Waals-Brabant dient voordrachten in voor 6 plaatsen.

3. Hof van beroep te Gent

De provincieraad van West-Vlaanderen dient voordrachten in voor 22 plaatsen.

De provincieraad van Oost-Vlaanderen dient voordrachten in voor 25 plaatsen.

4. Hof van beroep te Luik

De provincieraad van Luik dient voordrachten in voor 23 plaatsen.

De provincieraad van Namen dient voordrachten in voor 7 plaatsen.

De provincieraad van Luxemburg dient voordrachten in voor 3 plaatsen.

5. Hof van beroep te Bergen

De provincieraad van Henegouwen dient voordrachten in voor 23 plaatsen.

In geval van een openstaande plaats ten gevolge van het vertrek van een raadsheer geschiedt de voordracht door de provincieraad of de taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad die voor de voormelde plaats een voordracht heeft gedaan. »

Art. 14. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 213bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 213bis. Het aantal voordrachten die de provincieraden of de taalgroepen van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad voor openstaande plaatsen van plaatsvervangend raadsheer mogen indienen is bepaald als volgt :

1. Hof van beroep te Antwerpen

De provincieraad van Antwerpen dient voordrachten in voor 21 plaatsen.

De provincieraad van Limburg dient voordrachten in voor 9 plaatsen.

2. Hof van beroep te Brussel

De Franse taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad dient voordrachten in voor 16 plaatsen.

De Nederlandse taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad dient voordrachten in voor 5 plaatsen.

De provincieraad van Vlaams-Brabant dient voordrachten in voor 16 plaatsen.

De provincieraad van Waals-Brabant dient voordrachten in voor 5 plaatsen.

3. Hof van beroep te Gent

De provincieraad van West-Vlaanderen dient voordrachten in voor 13 plaatsen.

De provincieraad van Oost-Vlaanderen dient voordrachten in voor 15 plaatsen.

4. Hof van beroep te Luik

De provincieraad van Luik dient voordrachten in voor 18 plaatsen.

De provincieraad van Namen dient voordrachten in voor 6 plaatsen.

De provincieraad van Luxemburg dient voordrachten in voor 2 plaatsen.

5. Hof van beroep te Bergen

De provincieraad van Henegouwen dient voordrachten in voor 22 plaatsen.

In geval van een openstaande plaats ten gevolge van het vertrek van een plaatsvervangend raadsheer geschiedt de voordracht door de provincieraad of de taalgroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad die voor de voormelde plaats een voordracht heeft gedaan. »

Art. 15. In artikel 288 van hetzelfde Wetboek wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« De installatie van de plaatsvervangende raadsheren in de hoven van beroep, zoals bedoeld in artikel 207bis, § 1, geschiedt voor een kamer van het hof van beroep, voorgezeten door de eerste voorzitter of de raadsheer die hem vervangt of voor de vakantiekamer. »

Art. 16. A l'article 300, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « conseillers suppléants visés à l'article 207bis, § 1^{er}, 1°, 2°, 4° et 5°, et les » sont insérés entre les mots « les » et « juges ».

Art. 17. A l'article 301 du même Code, les mots « conseillers » sont insérés entre les mots « comme » et « juges » et les mots « conseillers suppléants » sont insérés entre les mots « juges » et « juges suppléants ».

Art. 18. A l'article 311 du même Code, les mots « les conseillers suppléants qui satisfont aux conditions visées à l'article 207bis, § 2, dans l'ordre de leur nomination, et ensuite les conseillers suppléants qui satisfont aux conditions visées à l'article 207bis, § 1^{er}, 3°, dans l'ordre de leur nomination, et ensuite, dans l'ordre de leur nomination les autres conseillers suppléants » sont insérés entre les mots « conseiller; » et « le procureur général » sous l'intitulé « Membres de la cour ».

Art. 19. Dans l'article 321 du même Code, modifié par la loi du 17 juillet 1984, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« A la cour d'appel, le conseiller empêché peut aussi être remplacé par un conseiller suppléant désigné par le premier président de la cour. Le conseiller suppléant ne peut pas être appelé à remplacer un conseiller unique. »

Art. 20. Un article 321bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art 321bis. En cas d'empêchement légitime d'un conseiller suppléant, le premier président de la cour d'appel peut par ordonnance désigner un remplaçant parmi les conseillers suppléants visés à l'article 102. »

Art. 21. Dans l'article 341 du même Code, modifié par la loi du 17 juillet 1984, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Les conseillers suppléants à la cour d'appel ne font pas partie de l'assemblée générale. »

Art. 22. Un article 342bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 342bis. L'assemblée générale de la cour d'appel examine le rapport du magistrat-coordonateur. Sur la base de celui-ci, elle détermine notamment, dans le cadre d'un plan pluriannuel, les mesures qui visent à résorber l'arriéré judiciaire dans son ressort.

Chaque année, dans le courant du mois de septembre, elle consacre un examen aux affaires pendantes et en fait rapport au plus tard le 15 octobre.

Le procureur général près la cour d'appel transmet ce rapport au ministre de la Justice, qui le communique ensuite aux présidents des Chambres législatives et au Conseil des ministres. »

Art. 23. Un article 379ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 379ter. § 1^{er}. Le conseiller suppléant qui est appelé à siéger selon l'article 102, § 1^{er}, a droit à une indemnité mensuelle, comme prévu à l'article 379.

§ 2. Le conseiller suppléant-président et le conseiller suppléant qui sont appelés à siéger dans une chambre supplémentaire comme prévu dans l'article 102, § 2, ont droit, en leur qualité de président ou de conseiller suppléant, à une indemnité par audience dont les modalités d'application sont fixées par le ministre de la Justice.

Art. 24. Un article 379quater, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 379quater. Le ministre de la Justice détermine l'indemnité qui peut être allouée aux membres de la cour d'appel admis à la retraite qui sont délégués pour présider la cour d'assises, conformément à l'article 120, alinéa 1^{er}. »

Art. 25. L'article 390 du même Code est complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Ces dispositions s'appliquent également aux conseillers suppléants à l'exception des magistrats admis à la retraite en raison de leur âge, lesquels peuvent siéger jusqu'à 70 ans. »

Art. 16. In artikel 300, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « raadsheren zoals bedoeld in artikel 207bis, § 1, 1°, 2°, 4° en 5°, en de plaatsvervangende » tussen de woorden « plaatsvervangende » en « rechters » ingevoegd.

Art. 17. In artikel 301 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « raadsheren, » tussen de woorden « als, » en « rechters » ingevoegd en worden de woorden « plaatsvervangende raadsheren » ingevoegd tussen de woorden « rechters » en « plaatsvervangende rechters ».

Art. 18. In artikel 311 van hetzelfde Wetboek worden onder het opschrift « Leden van het hof » de woorden « de plaatsvervangende raadsheren zoals bedoeld in artikel 207bis, § 2, naar orde van hun benoeming, en vervolgens de plaatsvervangende raadsheren zoals bedoeld in artikel 207bis, § 1, 3°, naar orde van hun benoeming en vervolgens de overige plaatsvervangende raadsheren naar orde van hun benoeming » ingevoegd tussen de woorden « raadsheer, » en « De procureur-generaal ».

Art. 19. In artikel 321 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 juli 1984, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« In het hof van beroep kan de verhinderde raadsheer ook vervangen worden door een plaatsvervangend raadsheer, die de eerste voorzitter van het hof aanwijst. De plaatsvervangend raadsheer kan niet geroepen worden om een alleenzittend raadsheer te vervangen. »

Art. 20. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 321bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art 321bis. Wanneer een plaatsvervangend raadsheer wettig verhinderd is, kan de eerste voorzitter van het hof van beroep bij beschikking een vervanger aanwijzen uit de plaatsvervangende raadsheren zoals bedoeld in artikel 102. »

Art. 21. In artikel 341 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 17 juli 1984, wordt tussen het derde en het vierde lid het volgende lid ingevoegd :

« De plaatsvervangende raadsheren in het hof van beroep maken geen deel uit van de algemene vergadering. »

Art. 22. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 342bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 342bis. De algemene vergadering van het hof van beroep onderzoekt het verslag van de magistraat-coördinator. Op basis daarvan bepaalt zij onder meer in een meerjarenplan welke maatregelen strekken tot het wegwerken van de achterstand in het rechtsgebied.

Zij onderzoekt elk jaar in de loop van de maand september de hangende zaken en brengt hierover uiterlijk op 15 oktober verslag uit.

De procureur-generaal bij het hof van beroep zendt dit verslag over aan de minister van Justitie, die het meedeelt aan de voorzitters van de Wetgevende Kamers en aan de Ministerraad. »

Art. 23. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 379ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 379ter. § 1. De plaatsvervangend raadsheer die geroepen wordt om zitting te nemen krachtens artikel 102, § 1, heeft recht op een maandelijkse vergoeding zoals bepaald in artikel 379.

§ 2. De plaatsvervangend raadsheer-voorzitter en de plaatsvervangend raadsheer die geroepen worden om zitting te nemen in een aanvullende kamer zoals bedoeld in artikel 102, § 2, hebben per zitting recht op een vergoeding als voorzitter of als plaatsvervangend raadsheer, waarvan de regels nader worden vastgesteld door de minister van Justitie. »

Art. 24. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 379quater ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 379quater. De minister van Justitie bepaalt welke vergoeding kan worden toegekend aan de in rust gestelde leden van het hof van beroep die opdracht hebben het hof van assisen voor te zitten, conform artikel 120, eerste lid. »

Art. 25. Artikel 390 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Diezelfde bepalingen zijn eveneens van toepassing op de plaatsvervangende raadsheren, met uitzondering van de wegens hun leeftijd in rust gestelde magistraten die zitting kunnen hebben tot de leeftijd van 70 jaar. »

CHAPITRE III. — *Modifications à la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire*

Art. 26. Le tableau figurant à l'article premier de la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, remplacé par la loi du 28 décembre 1990 et modifié par la loi du 30 mars 1994, est remplacé par le tableau suivant :

Siège — Zetel	Premier président — Eerste voorzitter	Présidents — Voorzitters	Conseillers — Raads-heren	Conseillers suppléants — Plaats-ervan-gende raads-heren	Procu-reur général — Procu-reur-gene-raal	Avocats gé-né-raux — Advo-c a t e n -gene-raal	Substi-tuts du Procu-reur général — Substi-tuten-procu-reur-gene-raal	Gref-fiers en chef — Hoofd-griffiers	Greffiers-chef de service — Griffiers-hoofd van dienst	Gref-fiers — Griffiers	Commis-greffiers — Klerken-griffiers
Anvers — Antwerpen...	1	14	29	30	1	11	8	1	2	17	8
Bruxelles — Brussel.....	1	15	35	42	1	12	11	1	2	20	7
Gand — Gent.....	1	14	32	28	1	12	7	1	2	19	7
Liège — Luik.....	1	9	23	26	1	7	6	1	2	13	5
Mons — Bergen.....	1	7	15	22	1	6	4	1	2	10	4

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting*

Art. 26. De tabel die voorkomt in artikel 1 van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, vervangen door de wet van 28 december 1990 en gewijzigd bij de wet van 30 maart 1994, wordt vervangen door de volgende tabel :

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 27. A l'exception des articles 4 et 7, la présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Les articles 4 et 7 entrent en vigueur à la date fixée par le Roi, mais au plus tard six mois après la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 27. Met uitzondering van de artikelen 4 en 7, treedt deze wet in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De artikelen 4 en 7 treden in werking op de datum die de Koning vaststelt, maar ten laatste zes maanden na de publicatie van de wet in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

MINISTERE DES FINANCES

F. 97 — 1646 (97 — 1624)

[97/3437]

6 JUILLET 1997. — Loi ajustant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1997. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 150 du 9 août 1997, p. 20332, il faut lire le numéro comme suit : F. 97 — 1623.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 97 — 1646 (97 — 1624)

[97/3437]

**6 JULI 1997. — Wet houdende aanpassing van de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1997
Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 150 van 9 augustus 1997, bl. 20332, gelieve het nummer te lezen als volgt : N. 97 — 1623.